

*Initiatives ministérielles*

alimentaires qui y sont acheminées par bateau ou par avion coûtent beaucoup plus cher que les aliments vendus dans les régions urbaines. Depuis des années, ces localités réclament des porte-conteneurs rouliers pour les camions et les remorques. Cela aurait permis de réduire considérablement le coût de la vie dans ces localités. Pourtant, le ministre des Transports n'a nullement tenu compte de cette suggestion.

En refusant d'améliorer et d'agrandir ces ports de façon continue, on en réduit la durée à 75 ans. La rumeur veut que le ministère, sous la direction de ce gouvernement, ait l'intention d'abandonner les ports quand ils seront devenus inutilisables. Il espère ainsi que le secteur privé ou les localités qui en ont besoin décideront d'en assumer les frais d'immobilisations et d'exploitation. S'ils veulent un port, ils n'ont qu'à le financer eux-mêmes. Malheureusement, il en ira tout autrement. Cette mesure créera un énorme problème sur la côte, parce que le coût de la vie y est trop élevé. Il est tout simplement impossible de soutenir l'économie locale sans infrastructure. Dans la région la plus peuplée, nous voyons le gouvernement investir beaucoup d'argent dans les aéroports et les réseaux routiers. Dans les petites localités, il ne fait pas ces investissements et il dit simplement que les localités sont appelés à disparaître.

• (1830)

J'espère que le ministre va prendre la parole pour annoncer que cet abandon dans les 15 ou 25 prochaines années n'aura pas lieu, qu'en fait le gouvernement a un programme de rénovation des ports et qu'il continuera à les entretenir et à en être propriétaire.

Je citerai deux ou trois exemples d'endroits où les gens veulent participer localement mais où il n'existe pas de mécanisme qui le permette. Le port de Zeballos a brûlé récemment et ce secteur a été totalement retiré de l'économie locale. Une initiative solidaire est nécessaire. La collectivité veut participer avec le gouvernement du Canada et le ministère des Transports à la construction d'un quai. Le projet initial devait coûter environ 1 million de dollars et il semblait que c'était une tâche impossible pour le gouvernement. La collectivité a proposé de construire un quai et de se charger de la moitié du coût en coulant des pierres, en préparant le chantier pour que le gouvernement n'ait plus qu'à construire un quai.

On espérait une réponse rapide à une initiative communautaire visant à économiser les deniers publics, elle n'est pas venue. Voici l'occasion pour le ministre de

participer à un projet communautaire et de réduire littéralement de moitié les frais pour les Canadiens.

Kyuquot est un exemple intéressant du même phénomène, parce que dans cette localité les ports sont encombrés de détritiques. Le gouvernement fédéral a pratiquement dit que ces quais ne l'intéressaient pas. Assurément il possède l'équipement nécessaire, mais il ne va pas investir assez d'argent pour l'exploiter. Dans des endroits comme Kyuquot et Fair Harbour, les ports sont littéralement encombrés par les détritiques. C'est une ironie du sort qu'à Fair Harbour cette année les tas d'ordures étaient tels que les ours sont devenus une menace pour les utilisateurs des quais.

Nous avons vraiment besoin d'aide ici, et j'espère que le ministre ce soir n'a pas abandonné ces quais et les éléments principaux de l'installation communautaire, mais va effectivement collaborer avec les habitants de Zeballos, de Kyuquot et de Fair Harbour.

Dans le cas d'une région comme Alert Bay, la bande indienne de Nimpkish a besoin des ports comme du réseau de transport pour sa flotte de pêche qui constitue le noyau de la collectivité. Le gouvernement semblait vouloir construire, rénover et moderniser des ports partout sauf à Alert Bay pour la bande indienne de Nimpkish. On a procédé là à des investissements symboliques qui ont permis principalement de mettre en place les installations, mais qui ne sont pas suffisants pour les protéger. Elles se sont usées et détériorées considérablement.

J'espère que le ministre est prêt à aller ou à envoyer des représentants à Alert Bay pour dire que le gouvernement est disposé à collaborer avec les habitants pour réparer les installations et les rendre conformes aux normes. Cela ne s'est pas produit depuis des années, et il est extrêmement important qu'il le fasse.

À Gibsons, en Colombie-Britannique, on assiste encore une fois à cette tendance du gouvernement à privatiser, à rejeter sa responsabilité à l'égard des infrastructures publiques et essentiellement à vouloir se décharger de cette responsabilité à l'égard de ces services publics très importants sur la collectivité locale et le secteur privé.

Il y a eu un grand scandale au moment des dernières élections. Le brise-lames à Gibsons était dans un tel état que les avaries causées par le vent à la flotte qui y était amarrée pouvaient parfois être graves. Il fallait le réparer. Une grande affiche bleue est apparue qui disait: «Votez pour nous aux prochaines élections et nous répa-